

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

avril 2016

globule
rouge
INFO

NUITS DEBOUT SÉCURITÉ SOCIALE À 100% !

Depuis la fin du mois de mars, les rassemblements *Nuit debout* se sont installés sur l'ensemble du territoire... Dans de nombreux lieux, les communistes y participent largement...

C'est au sortir d'une mobilisation contre la loi dite « travail » que ce mouvement a débuté, tout un symbole !

C'est une des formes de la volonté de s'exprimer, de compter, d'être reconnu, de dire haut et fort la colère face aux renoncements accumulés...

C'est aussi une nouvelle forme de rassemblement, d'échange, de confrontations... une forme de la « chose publique »...

Les violences policières sont inacceptables, le PCF les condamne à juste titre...

Notre secteur sanitaire, médico-social et social est confronté à la mise en œuvre de la loi Touraine avec la phase des Groupements hospitaliers de territoires (GHT).

C'est une logique identique à celle de la loi dite « travail » ou des « propositions Macron »... Il est urgent de se rassembler largement dans les départements pour s'opposer concrètement à la mise en œuvre des GHT, à ce recul généralisé de la réponse aux besoins de santé de la population et en premier lieu des plus en difficulté sociale et financière...



Dans l'année des 70 ans de la sécurité sociale et des conquêtes sociales (médecine du travail, comité d'entreprise) portées par les ministres communistes c'est pour nous un encouragement à promouvoir toute l'actualité de la protection sociale solidaire...

Loin de l'« uberisation » de la société, de la « macronisation » des idées, un dispositif solidaire, dans lequel chacune et chacun cotise selon des moyens et perçoit selon ses besoins, est particulièrement urgent à développer...

Oui, le remboursement à 100% par la Sécurité sociale des soins prescrits est une idée neuve et d'avenir !

Jean-Luc Gibelin
animateur de la commission
Santé/protection sociale

à
l'occasion
du

**37^e congrès
du PCF**

la commission
tiendra une

**table
de présentation ...**

n'hésitez pas à nous donner des
coordonnées de nouveaux contacts

CENTRES DE SANTÉ UNE BONNE RÉPONSE AUX PROBLÈMES D'ACCÈS AUX SOINS

Les citoyens ont aujourd'hui de grandes difficultés à accéder aux soins, mêmes les plus simples : les causes sont multiples. Il y a le recul des remboursements par la Sécurité sociale, l'explosion des tarifs non conventionnés, le coût exagéré des mutuelles, le recul du service public hospitalier avec de trop nombreuses fermetures, mais aussi, depuis quelques années, la pénurie des professionnels de santé dans les territoires. Il devient de plus en plus difficile de trouver un médecin de famille pour se soigner, sans compter le manque d'ophtalmologues, de gynécologues, de psychiatres, de pédiatres, etc. Cette baisse des effectifs a été voulue par les pouvoirs publics et les syndicats de médecins libéraux.

Les communistes ont dénoncé cette situation depuis longtemps, mais rien n'y a fait et le nombre de médecins en formation reste très en deçà des besoins de la population. Aussi, devant cette désertification médicale qui s'installe dans tous les territoires, la population s'adresse tout naturellement à l' élu qui leur reste accessible : l' élu municipal. La santé devient alors une question émergente et est posée aux maires même s'ils n'en ont pas la responsabilité directe.

Ces élus cherchent une solution économiquement soutenable qui permette d'offrir des soins de proximité dans le respect des tarifs de la Sécurité sociale, sans dépassement d'honoraires, dans le cadre d'une médecine moderne, scientifique, pratiquée en équipe.

À l'évidence, les centres de santé répondent précisément à cet objectif et s'imposent. Cela permet à de jeunes médecins, qui souhaitent travailler de façon salariée et dans de bonnes conditions professionnelles, de revenir sur ces territoires délaissés.

Les élus communistes, qu'ils soient maires, membres de la majorité, voire même membres de l'opposition municipale, s'engagent dans ce sens.

Citons la ville du Mans où Catherine Brule-Delahaye, élue PCF en charge de la Santé dans une municipalité à direction socialiste, prévoit l'ouverture d'un centre de santé en 2017.

Citons La Roche-sur-Yon où Anita Charrieau, élue PCF d'opposition, est à l'initiative du projet désormais porté par le maire LR, qui présentera début mai au Conseil municipal le projet de centre de santé.

Citons Chalette-sur-Loing, où le maire PCF Franck Demaumont a programmé l'ouverture de son centre de santé le 2 janvier 2017.

Nous pourrions continuer cette liste qui s'élargit et qui montre que les élus PCF et Front de gauche portent avec succès des projets innovants.

Vous pouvez trouver des renseignements pratiques sur le site :

<http://www.lescentresdesante.com/creation-centres-de-sante/>.

Dr Éric May

président de l'Union syndicale des médecins de centres de santé

BUREAU DE PRESSE DU PCF

communiqués

DÉCLARATION DU PCF

à l'occasion de la Journée mondiale de la Santé du 7 avril 2016

Le Parti communiste français a fait de sa politique de santé un axe prioritaire de son action. C'est une des marques de son identité au service des humains. Il est partie prenante de toutes les initiatives de rassemblement en faveur des progrès sanitaires et sociaux au niveau national comme international. Comme co-fondateur de la Gauche unie européenne et membre du réseau européen Santé, il étend son activité en faveur de la santé solidaire à l'Europe.

Il fait de nombreuses propositions politiques de nature à améliorer la santé des hommes. En particulier, il défend la protection sociale et la Sécurité sociale dont il a été un des fondateurs en 1946. Il demande la généralisation de la prise en charge à 100% des dépenses de santé. Il prône une nouvelle politique du médicament qui dégage celui-ci des contraintes de rentabilité capitalistique ; il demande la création d'un pôle public du médicament. Il défend l'accès aux soins pour tous en défendant l'hôpital public et les centres de santé. La lutte contre les inégalités sociales et territoriale de santé constitue la priorité.

Il propose une nouvelle politique de santé publique mettant l'accent sur la prévention et la promotion de la santé.

Les politiques d'austérité et de réduction des financements doivent cesser car elles conduisent à la régression sanitaire et sociale. Les progrès scientifiques actuels doivent être développés et mis au service de toute l'Humanité.

Le PCF s'associe donc à toutes les initiatives qui vont dans ce sens. Il participera à la Conférence de presse le 7 avril 2016 organisée par le collectif *Notre santé en danger* dont il est membre.

BRETAGNE CRÉATION DE LA COMMISSION RÉGIONALE

Vendredi 15 avril dernier se retrouvaient, à Rennes, des responsables Santé/protection sociale des quatre fédérations, pour la première réunion de la commission régionale Santé/protection sociale du PCF/Bretagne.

Cette rencontre se tenait alors que la Loi Touraine, notamment au travers des Groupements hospitaliers de territoire (GHT), montre ses premières mesures désastreuses pour l'hôpital public. En Bretagne, comme déjà dans d'autres régions comme l'Île-de-France, l'organisation régionale des communistes sur ces questions de santé et de protection sociale répond à l'urgence de s'organiser pour faire face aux pouvoirs renforcés des Agences régionales de la santé (ARS), et au prochain Plan régional de santé (PRS). À l'occasion de cette réunion, les participants ont recherché à dégager des pistes régionales communes,

à partir de notre analyse nationale quant aux conséquences des lois Touraine et LFSS. Le débat s'est concentré sur la mobilisation contre les GHT, la manière de lancer dans la région notre appel pour le 100% Sécu, et la lutte contre les zones de désertification médicale avec la promotion des centres de santé.

Il a été décidé la diffusion d'un tract régional commun aux quatre fédérations sur ce sujet en recto, et un éclairage local pour chaque département en verso.

Ces questions seront reprises fédération par fédération dans les prochaines semaines, notamment dans le cadre du congrès, avec la proposition de forums populaires/Santé, au plus près des gens, en zone rurale comme urbaine.

Fabien Cohen, Christiane Caro

parole d'élue

la situation dans l'Aude



par Mylène Vesentini
conseillère régionale LRMP
élue de l'Aude

Parole d'un médecin à propos de la continuité des soins :

« L'association gérant la maison médicale de Lézignan dans l'Aude pourrait fermer ses portes si les subventions versées par l'Agence régionale de Santé n'étaient pas à la hauteur, suffisantes et pérennisées pour assurer le service et sa continuité.

Son budget, est dorénavant, servi en 3 parties : mars, septembre, le dernier tiers versé en fonction des besoins. Pas pour combler les déficits, sûrement pas, l'enveloppe est limitée.

Plus globalement, il s'agit de l'avenir de toutes les maisons médicales de notre département et de la régulation des urgences effectuée par des généralistes en renfort du SAMU ainsi que de l'existence de médecins généralistes correspondants SAMU. Pour eux, il n'y a plus de budget alloués. Avec comme perspective de mettre la clé sous la porte. En gros, c'est la mise en péril de la prise en compte des soins primaires dont chacun mesure l'importance pour les populations de nos territoires, ruraux et urbains. Désertification et austérité font bon ménage.

C'est inacceptable. Nous demandons le paiement des subventions, sans tarder, ainsi que le comblement des déficits existants, pour permettre aux associations gestionnaires de fonctionner.

Il faut dire que ces maisons médicales de garde sont nées de la volonté politique de l'ARS de subventionner des associations

pour faire le boulot au détriment du service public. Ce sont des créations récentes, du Sarkozy 2009 estampillées Hollande 2012, dont le directeur, nommé en conseil des ministres, super préfet, est l'autorité politique unique chargée du pilotage régional du système de santé. Elles ont été créées, sans plaisanter, "pour mieux répondre aux besoins de la population et accroître l'efficacité de notre système de santé".

Concrètement, un des rôles des ARS est de veiller à la bonne gestion des dépenses hospitalières et médicale. Nous en voyons le résultat. k Lézignan, l'ARS a fermé les urgences, privatisé en partie l'hôpital en installant dans ses locaux, la maison médicale de garde et la radiologie privée. Ces décisions ont été chaque fois soutenues par les autorités locales et territoriales qui ont apportée des financements publics sans avoir les capacités politiques et administratives de peser sur les décisions et de faire des contre propositions.

En gros, à chaque fois, le résultat c'est le juteux pour le privé, le couteux pour le public ».

En tant qu'élue régionale, je me bats pour que l'ARS assume ses responsabilités, pour permettre l'égalité des soins pour tous les citoyens sur tout le territoire. Le conseil régional doit avoir les moyens d'assurer son rôle de collectivité territoriale dans ce domaine essentiel pour l'égalité républicaine. L'expertise de l'ARS doit se mettre aux services de cette politique...

LA FIÈVRE MONTE

NON, NON ET NON AUX GHT

Masqué derrière le beau mot de « coopération », les GHT, auxquels sont obligés d'adhérer l'ensemble des hôpitaux, sont un instrument diabolique de réduction de l'offre de soins : sous prétexte de « solidarité financière » entre les hôpitaux, il revient aux équipes médicales de choisir les coupes à faire ! Sous couvert d'un projet médical partagé, piloté par un établissement dit « support », l'objectif est de réduire les moyens matériels et humains des hôpitaux publics : suppression de services, d'hôpitaux et de maternités de proximité, délégation via des conventions au privé des secteurs les plus rentables. Les personnels sont condamnés à la mobilité au sein de ce territoire, comprenant parfois un à deux départements, et à la flexibilité à la mode Martin Hirsch pour les agents de l'AP-HP.

C'est la logique de l'hôpital/entreprise, pour une santé marchandise !

La psychiatrie est très impactée par les GHT, par la fusion des secteurs sur la base de 200 000 habi-

en Île-de-France

tants, la suppression des CMP, CATTP... qui est déjà en cours sur les secteurs parisiens. C'est une remise en cause du principe fondateur de la nécessaire proximité, celui de la continuité des soins. C'est le renforcement d'une psychiatrie sécuritaire, instaurée par Sarkozy, au lieu de soigner ceux qui souffrent et soutenir leur entourage.

La loi HPST 2 ou loi Touraine s'inscrit dans la logique de la loi Travail El Khomri et de la Loi Macron, avec la casse des conventions collectives dans le privé et du statut dans la fonction publique, avec une individualisation à outrance.

Les communistes d'Île-de-France appellent les personnels, les élu-e-s et citoyen-ne-s, à refuser une telle politique qui a comme but d'offrir des marchés nouveaux à la prédation capitaliste, en particulier celui de l'hôpital, du médico-social et de la protection sociale, de réduire les dépenses publiques en accélérant la fragmentation de notre société, menant notre pays au déclin social.

Notre pays, sa population, ont besoin d'un autre projet politique de santé, et celui-ci ne peut s'épanouir sans une assurance maladie du XXI^e siècle, s'inscrivant dans le remboursement à 100% par la Sécurité sociale.

Fabien Cohen

les cocos
dans les
collectifs
locaux

VILLIERS-LE-BEL

une manifestation réussie le 30 avril

À l'appel du Collectif de défense de la santé publique de l'Est du Val d'Oise, une grande manifestation s'est déroulée le samedi 30 avril à 10h30 à Villiers-le-Bel !

Cette bataille est une bataille de territoire qui concerne bien au-delà du Val d'Oise, en particulier la Seine-Saint-Denis, car une partie des patients de gériatrie de Villiers-le-Bel seraient transférés à Aulnay, qui perdrait de fait des places pour les autres malades. Dans le cadre du GHT, l'hôpital de Gonesse serait groupé avec celui de Saint-Denis... autant de choses qui nécessitent la présence du plus grand nombre de citoyens.

De plus, cette lutte pose la question sur le choix de société que l'on souhaite, la place de nos aînés, la défen-

se et le développement de la santé publique... C'est une réaction citoyenne, qui veut imposer d'autres choix que ceux de la logique financière...

Beaucoup de monde, dont plusieurs élus, ma collègue conseillère régionale, Sylvie Fuchs, les maires de Fosses, Marly-la-Ville et Villiers-le-Bel, des adjoints de Villiers-le-Bel, Gonesse, Marly-la-Ville, Goussainville, des conseillers de Sarcelles, Arnouville, Montigny...

Les applaudissements des personnes à notre passage ont fait chaud au coeur.

Le personnel de l'hôpital, toujours déterminé, a accueilli tout le monde à l'arrivée autour du verre de l'amitié.

Jean-Michel Ruiz

conseiller régional IdF, élu du Val d'Oise